

Ex 1307

E19000097/80

COMMUNE DE SAINT-SAUVEUR

**ETABLISSEMENT CLASSE POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT**

ENQUÊTE PUBLIQUE

**DEMANDE PRESENTEE PAR LA SAS ELCIMAÏ Réalisations
3, rue de la Brasserie Grüber 77000- MELUN**

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Joël GAFFET

Août 2019

SOMMAIRE :

1 – CHRONOLOGIE DE LA PROCEDURE

2 – ANALYSE ET RESUME DE L'ENQUÊTE

21 – Objet de l'enquête

22 – Cadre juridique

23 – Nature et caractéristiques de l'établissement

231 – Nature

232 – Caractéristiques techniques

24 – Capacités techniques et financières du demandeur

25 – Composition du dossier d'enquête

3 – EXAMEN CRITIQUE DU DOSSIER

31 - La présentation non technique du projet

32 – Les résumés non techniques

33 – Présentation de la demande

34 – Présentation du projet

35 - L'étude d'impact

351 – Analyse du contexte environnant

352 – Analyses des incidences notables du projet sur l'environnement

353 – Mesures d'évitement, réduction et compensation envisagées

36 – L'étude des dangers

361 – Analyse des intérêts à protéger

362 – Identification et caractérisation des potentiels de dangers

363 – Enseignements tirés du retour d'expérience

364 – Evaluation des risques du site

365 – Analyse et évaluation des effets dominos

366 – Mesures de sécurité , moyens de secours et d'intervention

4 – AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

41 – Contenu de l'avis

42 – Réponse du demandeur

5 – DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

51 – Généralités

52 – Fréquentation et attitude du public

53 – Analyse des observations

54 - Avis des conseils municipaux

55 – Informations complémentaires

56 – Clôture des opérations

57 – Communication des observations au pétitionnaire

58 – Réponse du pétitionnaire

6 – CONCLUSIONS ET AVIS

61 - Conclusions

62 – Avis

1 – CHRONOLOGIE DE LA PROCEDURE :

30/07/2018 - dépôt de la demande d'autorisation environnementale

26/02/2019 - avis de la mission régionale d'autorité environnementale des Hauts de France

21/05/2019 - rapport de l'inspecteur des installations classées préalable à la mise à l'enquête

31/05/2019 – mémoire en réponse à l'avis de la MRAe des Hauts de France

08/04/2019 - complétude du dossier déposé en préfecture le 30/07/2018

08/06/2019 – désignation d'un commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif

06/06/2019 – arrêté préfectoral de mise à l'enquête publique

11/06/2019 – publication dans le Courrier Picard et l'Action agricole de l'avis d'enquête

12/06/2019 – début de l'affichage en mairie de ST-SAUVEUR et dans les communes situées dans le rayon d'affichage

12/06/2019 – début d'affichage sur le site d'implantation de l'ICPE

27/06/2019 – arrêté préfectoral modificatif d'erreur matérielle

28/06/2019 – ouverture de l'enquête publique en mairie

02/07/2019 – seconde publication de l'avis d'enquête dans le Courrier Picard et l'Action Agricole

09/07/2019 – rencontre entre le commissaire enquêteur et les représentants de la SAS ELCIMAÏ

29/07/2019 – clôture de l'enquête en mairie de ST-SAUVEUR par le commissaire enquêteur à 17 heures

31/07/2019 - remise au mandataire du pétitionnaire du procès-verbal de communication des observations

06/08/2019 – réception de la réponse du pétitionnaire au PV des observations

14/08/2018 – remise du rapport, conclusions et avis

2 - ANALYSE ET RESUME DE L'ENQUÊTE :

21 – Objet de l'enquête :

Demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un entrepôt logistique d'une emprise au sol de 120 000 m² sur la parcelle cadastrée section ZO n° 42 au sein de la « ZAC Les bornes du temps 2 » située sur le territoire de la commune de St-Sauveur.

22 - Cadre juridique :

Il s'agit d'une procédure de demande d'autorisation environnementale prévue et régie par le Code de l'environnement en ses articles L 123-1 à 19, R 123-1 à 24, R 122-2 et 5, R 181-13 et suivants, R 512-1.

Cette installation relève de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2910 A2, 2925 ,4320 1,4330 1, 4331 2, 1510 1,1530 1,1532 1, 2662-1, 2663 1a, 2663 2a de la nomenclature figurant au Code de l'environnement art L 512.1 et suivants.

Conformément aux dispositions dudit code ce projet doit faire l'objet d'une évaluation environnementale sur laquelle l'autorité administrative compétente doit formuler un avis.

L'autorité organisatrice n'a pas utilisé la nouvelle procédure de l'autorisation environnementale unique en ce qui concerne la délivrance du permis de construire bien que la demande de permis de construire les bâtiments ait été déposée en mairie de St-Sauveur, complétée en fonction des observations de la DREAL le 08/04/2019 et transmise, tant à la préfecture de la Somme qu'au service urbanisme réglementaire du Pays du Grand Amiénois chargé de l'instruction du dossier, le même jour.

La commune de St-Sauveur dispose actuellement d'un POS – PLU dans l'attente de la finalisation du PLUi de la Com.de com. Nièvre et Somme ; la ZAC « Les bornes du Temps II » a été créée sous l'égide de ce document d'urbanisme et de ce fait se trouve en compatibilité avec le SCoT du Grand Amiénois.

23 – Nature et caractéristiques de l'établissement :

231 – Nature :

Réception, stockage sur palettes de produits de grande consommation préalablement emballés, en provenance d'industriels et à destination de divers magasins de grande distribution ; également de produits dangereux (liquides inflammables - aérosols) dans des quantités relevant d'un seuil SEVESO bas.

Expédition des produits après reconditionnement en fonction des destinataires.

232 – Caractéristiques techniques :

L'établissement comportera un corps principal composé de 10 cellules de stockage dont 8 de 12000 m², et 2 cellules de 6000 m² et deux cellules à risques : stockage de produits inflammables et de générateurs d'aérosols.

Les façades seront revêtues de bardage métallique, parois coupe-feu de 2 heures pour les cellules à risques, les parois entre cellules de 12000 m² pouvant accueillir une lame d'eau

en cas d'incendie (technique du « sprinklage » avec système de refroidissement des sections intérieures en cas d'incendie).

L'établissement comportera des locaux à usage de bureaux, des locaux sociaux, des locaux de charge, des locaux techniques communs et un poste de garde.

Un local chaufferie comportera une chaudière à gaz de 3MW.

La surface bâtie sera de 118 162 m², la hauteur maximum du bâtiment sera de 13,50 m permettant une hauteur totale de stockage de 11 m en palettiers de 6 niveaux.

Les accès VL et PL seront dissociés et desserviront des parkings également dissociés ; 3 zones de quais de chargement et déchargement sont prévues ; les flux PL et VL seront totalement séparés. La gestion des eaux est assurée sur le site par la création de noues et de deux bassins d'infiltration et l'établissement sera raccordé pour les eaux usées à la proche station d'épuration de la ville d'Amiens ZI Nord.

24 – Capacités techniques et financières du demandeur :

La société ELCIMAÏ-Réalisations fait partie du groupe ELCIMAÏ, elle travaille avec les autres filiales du groupe : Elcimaï ingénierie, Elcimaï architecture, GIRUS bureau d'études ; elle assure la maîtrise d'œuvre de ses projets. Le futur entrepôt est destiné à la location à un ou plusieurs professionnels de la grande distribution. Les réalisations de ce groupe sont nombreuses tant en France qu'à l'étranger et depuis plusieurs années.

Le chiffre d'affaires consolidé d'ELCIMAÏ Réalisations se situe pour les exercices 2014 à 2017 à plus de 37 000 K€ en moyenne.

Ces capacités techniques et financières sont d'évidence en rapport avec le projet.

25 – Composition du dossier d'enquête :

Le dossier d'enquête déposé en mairie a été exhaustivement visé par le soussigné, il comportait :

- Une copie de l'arrêté préfectoral de mise à l'enquête et la lettre d'accompagnement de la préfecture de la Somme.
- Des avis d'enquête pour affichage
- Un exemplaire du **dossier de demande** d'autorisation environnementale fourni par la pétitionnaire
- Un exemplaire du dossier des annexes fourni par la pétitionnaire
- Un exemplaire de l'avis de la MRAe des Hauts de France
- Un exemplaire de la réponse de la pétitionnaire aux observations de la MRAe
- Un registre des observations du public fourni par la préfecture

Le dossier de demande se décompose en :

- . Présentation non technique du projet
- . Résumé non technique de l'étude d'impact
- . Résumé non technique de l'étude des dangers
- . Présentation de la demande
- . Présentation du projet
- . Etude d'impact
- . Etude des dangers

Ces deux dernières études constituent l'évaluation environnementale requise par le Code de l'environnement Art. R122-13

Le dossier d'annexes comporte notamment :

- . Une série de plans (situation 1/25000^{ème}, ensemble 1/2500^{ème}, masse 1/200^{ème}, etc...), une notice architecturale du projet.
- . Une série de documents relatifs à la ZAC les Bornes du Temps, dont l'avis de l'AE sur l'étude d'impact, l'étude d'impact de la ZAC, le règlement de la zone au POS, un diagnostic et impact faune-flore, une analyse du risque foudre, une étude d'impact acoustique, **une étude de dimensionnement hydraulique**, un ensemble de modélisations des scénarios d'incendie, une copie du récépissé du dépôt de la demande de permis de construire.

3 – EXAMEN CRITIQUE DU DOSSIER :

31 – La présentation non technique du projet :

Suffisamment détaillée, cette présentation décrit les bâtiments et leur architecture interne ainsi que les différents aménagements du terrain d'implantation. Les activités prévues sont bien précisées et il est rappelé que **le pétitionnaire agit en tant qu'investisseur, les futurs locataires n'étant pas encore finalisés**. L'effectif total sur le site devrait s'établir à 600 personnes, dont une centaine d'administratifs et le fonctionnement en « 3x8 » couvrirait une durée de 310 jours/an.

32 – Les résumés non techniques :

Les résumés non techniques figurent en tête du dossier ; le résumé non technique de l'étude d'impact est pédagogique et accessible pour le public, les mesures d'évitement, réduction et compensation (ERC) sont synthétisées et chiffrées en deux tableaux en fin de résumé ; en revanche, le résumé de l'étude des dangers comporte 40 pages dont des modélisations et autres éléments techniques qui ne sont pas forcément à la portée de tous.

Il est noté que l'avis du maire sur la remise en état du site et la réaffectation terrains après cessation éventuelle de l'activité ne figure pas au dossier, pas plus que l'avis du président de la com de com Nièvre et Somme qui a cependant été sollicité sur le même sujet.

33 – Présentation de la demande :

Cette présentation comporte :

- . l'objet du dossier,
- . le cadre législatif et réglementaire dans lequel s'inscrit la demande,
- . l'identité du demandeur dont le descriptif détaillé de ses capacités techniques et financières,
- . la répartition des rôles entre le pétitionnaire et le(s) locataire(s) futur(s) ,
- . le classement au titre de la réglementation ICPE,
- . l'analyse au titre du classement SEVESO seuil bas.
- . l'analyse du classement au titre de la loi sur l'eau.

Elle n'appelle pas de commentaire particulier de la part du soussigné.

34 – Présentation du projet :

Cette présentation très complète explique notamment le fonctionnement interne de l'activité, offre une description détaillée des bâtiments et des techniques constructives et un descriptif avec plans en annexes des réseaux projetés. Il est rappelé que le site ne sera pas ouvert au public.

35 – L'étude d'impact :

Nota : cette étude a été conduite et organisée en interne, par la pétitionnaire (GIRUS GE à Melun, responsable : Mme Joannin), selon les prescriptions de l'article R122-5 du code de l'environnement, elle est proportionnée à la sensibilité environnementale de la zone d'implantation et à l'importance et à la nature des travaux et ouvrages.

351- Analyse du contexte environnant :

. Le site :

Le terrain d'implantation des futures installations a une superficie de 29 ha 46 tenant à la RD 97, cette portion de plateau agricole « openfield » est actuellement utilisée pour la culture céréalière mais constitue une partie de la ZAC « Les Bornes du Temps » conçue par la commune de ST- SAUVEUR dans le cadre de son POS.

La question de la consommation des terres agricoles a été vue à l'occasion de la mise en place de la ZAC, il n'y a donc pas lieu d'y revenir .

Les territoires des localités d'Argoeuves, de Vaux-en-Amiénois, de St-Vast-en-Chaussée et de La Chaussée-Tirancourt entourent le site et constituent le périmètre d'étude sur un rayon de 2 km autour de la parcelle ZO 42.

Au sud de la parcelle, et de l'autre côté de la RD 97, la première partie de la ZAC est déjà occupée par différents établissements artisanaux, industriels ou commerciaux, notamment par un entrepôt logistique exploité par la sté JJA.

. Environnement anthropique :

Les quatre villages ci-dessus cités et celui de St-Sauveur sont relativement éloignés du site : les habitations les plus proches se trouvent à 700 m au Sud-Ouest (lotissement de St-Sauveur) ; les deux ERP les plus proches sont une salle des fêtes et une école maternelle respectivement à 850 m et 860 m du site. L'ICPE JJA cité ci-avant se trouve à 50 m et un établissement ICPE de récupération d'épaves automobiles est installé sur le territoire d'Argoeuves à 1400 m. L'autoroute A16 (Paris-Dunkerque) longe le site au nord-est et offre un échangeur à moins de 2500 m ; deux RD la 1001 et la 97 longent aussi le site. Une voie ferrée 311 Amiens -Calais passe à 2400 m du site. Il n'y a pas d'aéroport fonctionnel à proximité. Les réseaux d'eau potable, d'eaux usées sont disponibles, les eaux pluviales seront gérées à la parcelle.

Les réseaux secs téléphonique, informatique et électrique sont prépositionnés, une centrale de distribution électrique se trouve à 1500 m au sud d'où part, notamment, une ligne HT de 225 kv qui surplombe la parcelle ZO 42 sur 100 m dans sa partie nord-est et tangente un angle de l'entrepôt projeté.

Aucune autre servitude ou PPR n'affecte ce terrain. Le captage d'eau (St-Sauveur) le plus proche est localisé à 950 m en aval de l'aire d'implantation qui se situe sur le bassin versant Somme rive droite.

Le niveau sonore est largement tributaire du trafic sur l'autoroute A16 et aussi de la RD1001 ; une étude acoustique complète a été menée par le bureau d'études VENATHEC et figure en annexe du dossier.

Quant au paysage d'openfield, il est actuellement impacté par la présence des réseaux viaires, de la ligne HT, et des bâtiments des établissements existant à l'est et au sud de la zone.

. Environnement faunistique et floristique :

La zone de culture environnante est essentiellement céréalière, on constate l'absence de prairies. Les zones remarquables proches sont situées à plus de 1 km du site : ZNIEFF de type 2 *Haute et moyenne vallée de la Somme* à 1200m , ZNIEFF de type 1 *Marais de la vallée de la Somme* à 1400 m et *Vallée d'Acon* à la Chaussée -Tirancourt à 2100 m (arrêté de protection du biotope) d'autres ZNIEFF sont nettement plus éloignées ; le **site Natura 2000** le plus proche est à **2 km** (*Basse vallée de la Somme de Breilly à Pont-Rémy*) un second site ZPS et ZICO (*Etangs et marais du bassin de la Somme*) se trouve à **2,2 km**.

. Inventaire faune et flore :

Un diagnostic faune et flore a été réalisé par la sté Ecosystèmes à DURY, le rapport figure en annexe au dossier ; parmi les espèces d'oiseaux identifiées, seules l'alouette des champs, la bergeronnette grise et la perdrix peuvent trouver un habitat favorable sur le site du projet, mais aucune n'est menacée à l'échelle régionale.

Le schéma régional de cohérence écologique ne révèle aucune zone d'intérêt écologique ni aucune interconnexion proche du site.

La configuration en openfield de l'aire d'implantation des bâtiments ne constitue pas une zone privilégiée de chasse pour les chiroptères.

352 – Analyse des incidences notables du projet sur l'environnement :

Parmi ces incidences on relève notamment :

L'impact sur

- . le trafic routier
- . le paysage
- . l'eau
- . l'air
- . le bruit
- . les milieux naturels
- . la faune et la flore
- . les zones NATURA 2000
- . la production de déchets
- . la santé et la salubrité publiques

Cette analyse des incidences est très complète, elle donne lieu de la part du soussigné aux commentaires et observations suivants :

. *Le trafic routier :*

Un trafic de 700 poids lourds/jour est attendu (350 réceptions et 350 livraisons) et 1200 mouvements de véhicules légers ce qui représente une augmentation du trafic de VL quotidien d'environ 30% sur la RD 97 Sud et de 6% sur la RD 1001 ; pour les PL ce sera une augmentation de trafic supérieure à 200% sur la RD 97 Sud et de 55% sur la RD 1001. L'impact sur la RD 97 Sud ne concerne qu'un très court tronçon jusqu'à la RD 1001 ; sur la RD 1001 en direction d'Amiens ce trafic supplémentaire représentera pour l'ensemble des véhicules à peine 8% du trafic actuel de cette artère qui est cependant déjà à **plus de 14000 véh/j.**

L'incidence sur le trafic de l'autoroute A16 sera significatif pour les PL : 20% d'augmentation mais par rapport à un trafic actuel très modéré de **1500 PL/j.**

. *Hydrologie :*

Il n'existe pas de prélèvement d'eau potable à proximité immédiate du site ; les installations ne nécessitent pas d'eau pour leur fonctionnement, hormis pour le sanitaire des salariés et le nettoyage des sols . Il n'existe aucun cours ni plan d'eau à toute proximité.

Les eaux pluviales, après traitement, seront infiltrées sur le site , les eaux usées seront redirigées, comme l'ensemble des eaux usées de la ZAC, vers la station d'épuration de la ZI d'Amiens-Nord. Il n'y aura donc pas d'incidence sur les eaux souterraines du fait de l'installation de l'activité.

A cet égard, le soussigné rappelle qu'une autorisation au titre de la loi sur l'eau a été délivrée par la préfecture de la Somme dans le cadre de la mise en place de la ZAC « Les Bornes du Temps » et qu'elle prévoit une obligation d'infiltration des eaux à la parcelle lors de l'aménagement par chacune des entreprises ; il semble que la pétitionnaire puisse bénéficier de cette autorisation *cf : copie d'un extrait de l'arrêté joint en annexe .*

. *Air :*

Les principaux polluants générés par l'activité résulteront du fonctionnement de la chaudière au gaz, mais surtout des émissions liées au supplément de trafic routier qu'elle induit. L'analyse fournie fait comparaison avec les émissions régionales du transport et aboutit en conséquence à des ratios quasi négligeables *cf tableaux 13,14,15,16 p 70 et 72 de l'étude d'impact.* Il aurait été plus significatif d'obtenir des ratios par comparaison avec les données de pollution afférentes à la métropole amiénoise dont le site du projet est riverain .

. *Bruit :*

L'étude d'impact comporte un résumé de l'étude spécifique figurant en annexe du dossier de demande, cette étude comporte une modélisation tenant compte du bruit résultant de l'augmentation du trafic routier ; la particularité de ce site résulte du fait que le bruit ambiant nocturne est aussi élevé, voire plus, que le bruit ambiant diurne sans toutefois comporter d'émergence non réglementaire. Il est rappelé que les habitations les plus proches sont à 700 m du site. Aucune émergence acoustique non réglementaire ne serait à attendre du fonctionnement de l'installation.

. Paysage :

Le paysage dans lequel se situe l'installation n'est ni *emblématique* ni *réfèrent* ; les bâtiments ne dépasseront pas une hauteur totale de 13,50 m, les extérieurs seront aménagés en espaces verts ; il n'y a pas de risque de covisibilité avec un monument historique, aucun élément patrimonial n'étant recensé dans les environs immédiats.

. Faune et flore :

Ainsi qu'indiqué au § 351 ci-dessus, l'inventaire réalisé ne met en évidence aucun habitat d'intérêt communautaire ou patrimonial on peut donc conclure à une absence d'impact à cet égard ; des espaces verts seront aménagés autour des bâtiments et des aires de stationnement et de circulation.

. Milieux naturels :

Sur les sols et les eaux souterraines, toute pollution même accidentelle est écartée par la mise en place de systèmes de séparateurs d'hydrocarbures, de bacs de rétention étanches et d'un retraitement de tous les déchets par des intervenants spécialisés.

. Les zones NATURA 2000

Au regard de la localisation éloignées des zones NATURA 2000 et de la nature de l'activité, il peut être établi que l'incidence du projet sera pratiquement nulle sur ces zones, étant au surplus rappelé que **toutes les eaux de ruissellement seront collectées et traitées avant tout rejet ou infiltration conformément aux prescriptions de l'autorisation loi sur l'eau de la ZAC- arrêté préfectoral du 16/07/2013**, palliant ainsi la situation du site sur le haut du bassin versant de la Somme.

. La santé et la salubrité publiques :

Le fonctionnement de la nouvelle installation en raison des activités qui y seront déployée générera une augmentation sensible du trafic routier local avec la pollution aérienne associée, des mesures réductrices devraient être mises en œuvre.

Toutefois, ces impacts relativement faibles ne devraient pas avoir d'effets négatifs sur la santé des personnes présentes dans le voisinage, les risques pour la population étant surtout liés à des circonstances accidentelles ainsi que le conclut le pétitionnaire.

353 - Mesures d'évitement, réduction et compensation envisagées :

. Intégration paysagère :

Les bordures du site seront végétalisées avec plusieurs strates de plantations, les clôtures seront habillées de haies, une partie de la toiture sera également végétalisée. Les travaux de construction seront effectués en dehors des périodes de nidification de la bergeronnette grise.

. Milieux naturels :

Eau :

Le site n'est pas situé dans une zone de protection d'un captage d'eau ; les eaux pluviales de voirie sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures elles sont ensuite, avec l'ensemble des eaux pluviales, infiltrées dans des bassins spécifiques de 6450 m³. **Il est souligné que le process de cette activité ne nécessite pas l'utilisation de l'eau.**

Les eaux sanitaires sont collectées par le réseau d'assainissement collectif.

Les déchets récupérés dans les séparateurs sont recyclés à l'extérieur du site.

Bruit :

L'incidence du trafic routier généré par l'exploitation ne nécessite pas de mesures particulières mais il est prévu que l'exploitant fasse réaliser périodiquement une mesure des niveaux d'émission sonore de l'établissement.

. Mesures de réduction ou compensation liées au trafic routier :

L'étude d'un plan de déplacements inter-entreprises est envisagée ainsi que l'encouragement à l'utilisation des transports publics par mise en place d'une navette et par l'incitation au covoiturage.

Nota : Le site sera entièrement clôturé (hauteur : 2,50 m), des portails d'entrée seront installés et les accès contrôlés à partir d'un poste de garde .

Le coût de ces mesures réductrices ou compensatoires est estimé p 108 et 109 de l'étude à 7 280 000 € HT dont 5 030 000 € pour la sécurité incendie.

36 – L'étude des dangers

L'évaluation des dangers liés à cette installation est établie à partir de l'analyse de l'inventaire des risques potentiels du projet lors d'un fonctionnement perturbé d'origine externe ou interne. Une description des mesures de prévention et de protection pour limiter ces risques et leurs effets est développée (base de données BARPI) .

361 – Analyse des intérêts à protéger :

. Zones protégées :

Il est rappelé que le site ne comporte aucune zone naturelle faisant l'objet d'un classement ou d'une protection et qu'aucune ne se situe à proximité de l'aire de l'installation .

. Réseaux souterrains à risques :

Ils se trouvent à 3 km ou plus du site.

. L'environnement commercial et industriel :

Des établissements sont implantés en vis-à-vis de l'autre côté de la RD 97 ; l' ICPE la plus proche (logistique) est situé à plus de 300 m, une ICPE SEVESO se trouve à près de 3 km à l'est.

. Les infrastructures terrestres :

Elles jouxtent le site, aussi une étude ANTEA a-t-elle été menée et figure en annexe au dossier .

. Lignes électriques :

Une ligne à haute tension (225 000 V) surplombe une partie du site où un pylône est implanté.

362 - Identification et caractérisation des potentiels de dangers :

La future installation va s'insérer dans un secteur de plateau assez peu vulnérable au sein de terres agricoles de polyculture à prépondérance céréalière sur une aire délimitée dans le cadre d'une ZAC dont l'occupation a commencé en 2014 ; aucun établissement SEVESO ne se trouve dans l'aire d'étude environnementale ni aucun ERP ; il est rappelé que les habitations les plus proches se trouvent à environ 700 m du site et qu'elles dépendent de la commune de St-Sauveur, elles ne sont pas sous les vents dominants par rapport au site .

La RD 97, route relativement fréquentée en cet endroit, tangente le site et le dessert ; L'autoroute A16 tangente également le site au nord à une distance de 35 m et se trouve protégée par un large talus . L'installation en projet et ces voies présentent des potentiels de dangers réciproques, il en est de même pour la ligne électrique HT (risque de rupture de ligne, chute des câbles) .

Cette étude de vingt pages est complète et comporte un paragraphe exposant l'ensemble des mesures prises tant au plan conceptuel des bâtiments qu'à leur équipement, de manière à réduire au maximum l'occurrence et les effets de ces risques (ex. étude technique foudre, implantation de 13 paratonnerres).

363 – Enseignements tirés du retour d'expérience :

Les bases ARIA et BARPI ont été utilisées pour définir l'accidentologie rencontrée sur ce type de bâtiment et d'activité ; il en a été retenu plusieurs mesures telles que :

- . la conception des parois (murs , toiture, cloisons) la plus résistante au feu et à l'effondrement ;
- . la mise en place d'un système de refroidissement des parois internes et au niveau de cellules S01 et S02 qui sont dédiées au stockage des produits « SEVESO » ;
- . la présence de moyens de lutte contre l'incendie conséquents appuyés par un système d'extinction automatique : le sprinklage .

364 - Evaluation des risques du site :

Cette évaluation comporte cinq volets :

- La méthodologie d'évaluation
- L'analyse préliminaire des risques
- Le classement des phénomènes dangereux
- L'évaluation de la probabilité d'occurrence des phénomènes
- L'analyse de la cinétique d'accidents liés aux phénomènes dangereux

Trois tableaux p 38 à 40 présentent de manière détaillée tous les événements et phénomènes dangereux potentiels et dans chaque cas les mesures de prévention qui ont été

retenues tant au niveau de la conception qu'au niveau de l'exploitation , ainsi que les mesures de protection.

Une étude du risque incendie qui constitue le risque majeur sur ce site , figure dans cette évaluation avec de très nombreuses modélisations en fonction des différents scénarios .

Il ressort de cette étude que la résistance des parois permettrait de contenir la propagation interne du feu même en cas d'échec des moyens externes d'extinction et que la ligne électrique HT distante au plus près de 26,40 m ne devrait pas ou peu être exposée à un flux supérieur à 3kw /m2.

La dispersion des fumées a également fait l'objet d'une étude qui conclut à leur non toxicité pour l'homme de ainsi qu'à l'absence de perte de visibilité aux alentours du site (routes et autoroute).

Il est aussi noté que la surpression qui serait provoquée par une éventuelle explosion de gaz naturel dans le local chaufferie serait circonscrite à ce seul local d'après l'étude.

Compte tenu de la cinétique des accidents potentiels, la mise en sécurité des personnes pourra être assurée dans tous les cas de figure .

Les dangers externes sont analysés, le danger provenant de la foudre est paré via des installations adaptées.

Toutefois, le danger résultant de la présence à 26,40 m des locaux d'un pylône EDF supportant une ligne HT passant à 50 m des locaux « SEVESO bas » et du surplomb par cette dernière de portions de voirie et de parkings n'est pas analysé et RTE n'a pas répondu à la demande qui lui a été adressée le 27/03/2019 .

365- Analyse et évaluation des effets dominos :

Que ce soit lors de l'incendie d'une seule cellule ou de plusieurs cellules, les effets dominos internes ne se produiraient qu'à l'intérieur du site et uniquement en cas d'incendie du stockage des aérosols .

Un effet domino externe n'est pas à redouter sur la ligne HT (flux thermique maximum de 3 kw), selon l'étude.

En cas d'explosion dans la chaufferie gaz , aucun effet domino ne devrait se produire .

366 – Mesures de sécurité, moyens de secours et d'intervention .

Il s'agit essentiellement des mesures de sécurité internes relatives à la lutte contre l'incendie : compartimentage des murs avec parois et portes coupe-feu 4 heures ; détection automatique d'incendie ; extinction automatique d'incendie (sprinklage) ; système de refroidissement des murs ; système de désenfumage ; présence de 11 poteaux d'incendie avec RIA ; creusement de 4 réserves d'incendie de 840 m3 au total ; mise à disposition des extincteurs répartis ; prévision d'une formation du personnel à la lutte contre l'incendie ; aménagement d'un accès facilité au site pour les services de secours.

En conclusion, cet entrepôt devrait atteindre un niveau de sécurité élevé notamment au regard du risque incendie qui constitue le risque majeur sur ce type de bâtiment et d'activité .

Le pétitionnaire n'étant pas le futur exploitant des installations, le volet hygiène et sécurité du personnel n'est pas abordé dans la présente demande, il sera de la compétence du locataire exploitant . Néanmoins une formation des salariés aux premiers secours est évoquée.

4 – AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUR LE PROJET

41- Contenu de l'avis :

L'avis a été émis par la **Mission régionale d'autorité environnementale des Hauts de France** le 26 Février 2019 , il ressort de son examen que :

- la **mission** souligne l'importance de l'artificialisation des sols générée par le projet : plus de 17 ha , les impacts négatifs induits sur la biodiversité, l'écoulement des eaux, la disparition des sols et une diminution des capacités du stockage du carbone .
- elle demande des précisions sur la gestion des eaux pluviales, le dimensionnement des ouvrages lui paraissant insuffisant ainsi que l'avis d'un hydrogéologue pour la protection du captage d'eau potable de St-Sauveur.
- elle critique l'analyse relative aux émissions de GES et aux différents polluants présentée par le pétitionnaire qui conclut à la marginalité de ces émissions au regard du contexte régional et elle demande des compléments de propositions à ce sujet.
- elle demande en outre des propositions alternatives par rapport au projet retenu.

42 – Réponse du pétitionnaire à l'avis de l'A.E.

En Mai 2019 le pétitionnaire a répondu à la **Mission** ; il expose notamment que le regroupement sur ce seul site de plusieurs locataires provoque l'économie de l'impact de plusieurs localisations et permet de mutualiser les équipements de sécurité, de voirie, de gestion des eaux nécessaires à ce type de bâtiment et d'activité. Le soussigné constate que le projet s'insère au sein d'une ZAC où les terrains sont de toute façon dédiés à une occupation artisanale, commerciale ou industrielle .

Une notice relative au dimensionnement des réseaux de collecte des eaux pluviales a été ajoutée au dossier (annexe 2-15) .

Le pétitionnaire s'engage à étudier la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques dans le cadre de la certification BREEAM qu'il recherche ainsi que l'élaboration d'un plan de déplacement à l'échelle de la zone d'activité.

5 – DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE :

51 – Généralités :

La chronologie des phases de l'enquête a été rappelée en préambule.

Le dossier et l'arrêté d'enquête n'ont été mis à la disposition du CE soussigné que le 21 Juin 2019 .

Le dossier d'enquête a été mis en ligne sur le site dédié de la préfecture.

Les publications dans les journaux d'annonces légales , les affichages en mairies de Saint-Sauveur, Vaux-en-Amiénois, St-Vaast-en-Chaussée, La Chaussée-Tirancourt et Argoeuvres ainsi que sur le site d'implantation ont été soit vérifiés par le soussigné soit attestés par constat d'huissier et sont conformes sauf à rappeler que le soussigné a demandé un affichage supplémentaire en bordure de la RD 97 de telle manière que l'avis soit visible d'un maximum de personnes.

Pendant ou après l'enquête, le CE soussigné a contacté les personnes ou services suivants :
Bureau environnement de la préfecture

M CHAUVET, MME JOANNIN, M GOSSART collaborateurs de la SAS ELCIMAI ou GIRUS

Les mairies d'Argoeuves, St-Vast, La Chaussée-Tirancourt, Vaux-en-amiénois.

A la demande du soussigné une information sur la tenue de l'enquête a été diffusée en porte à porte dans la commune de St-Sauveur par les soins de la mairie au cours de la première semaine d'enquête.

Visite du site :

Le 28 juin, le soussigné a effectué une visite du site, il a pu ainsi vérifier *de visu* l'adéquation du secteur à l'implantation des bâtiments et de l'activité projetés ; les travaux de VRD à l'intérieur de cette partie de la ZAC sont complètement terminés , l'accès à l'établissement se fera par une nouvelle voie publique qui débouche sur la RD 97 .

Entrevue avec des représentants de la société ELCIMAÏ :

Le 9 juillet le soussigné a reçu M CHAUVET Associé, directeur du développement de la société accompagné de M GOSSART intervenant local du pétitionnaire ; M Chauvet a présenté sa société et un échange de vue sur le projet a pu avoir lieu .

52 – Fréquentation et attitude du public :

Aucune consultation des documents en mairie n'a été effectuée pendant les 31 jours d'enquête, aucun courrier n'a été reçu en mairie, **les seules observations qui ont été formulées sur le registre émanent du maire de St-Sauveur et du maire de Vaux-en-amiénois, le site internet dédié de la préfecture n'a enregistré aucune observation.**

Une telle désaffection peut s'expliquer par le fait qu'il s'agit de la continuation de l'occupation de la ZAC « Les Bornes du Temps », les entreprises existantes étant déjà bien intégrées tant dans leur environnement que dans le paysage familial des communes avoisinantes et ne produisant pas de nuisances perceptibles par la population ; en outre, le présent projet doit vraisemblablement être perçu localement comme non polluant et pourvoyeur d'emplois .

53 – Analyse des observations :

Observation n°1 - M Delattre maire de St – Sauveur : le maire relate la réunion de son conseil le 05/07 au cours de laquelle il a émis un avis favorable au projet.

Observation n°2 – M Leleu maire de Vaux-en-Amiénois : le maire déclare émettre un avis favorable au projet ; il ne développe aucune argumentation à l'appui de son avis.

Ces deux observations n'appellent pas de commentaire de la part du soussigné.

54 – Avis des conseils municipaux :

L'arrêté préfectoral de mise à l'enquête publique prévoyait en son article 10 la consultation des conseils municipaux des communes situées dans le rayon d'affichage dont l'avis devait intervenir au plus tard dans les 15 jours de la clôture de l'enquête ; le CE n'étant

pas destinataire de ces avis il a demandé aux maires des communes concernées quelle était la position de leur assemblée à cet égard.

Il résulte de la consultation des maires que le CM de Vaux s'est réuni le 31 Juillet et a émis un avis défavorable en raison des risques SEVESO et de la proximité de leur commune ; Le conseil municipal de St-Vast a émis le 09/07 un avis neutre regrettant l'importance de la consommation des terres agricoles et le peu de création d'emplois attendus du projet ; le CM de St-Sauveur pour sa part a émis un avis favorable le 05/09. A ce jour les avis des communes d'Argoeuves et de La Chaussée-Tirancourt ne sont pas intervenus.

55 – Informations complémentaires collectées en cours d'enquête :

- Quant à l'avis du maire de St-Sauveur sur les *conditions de remise en état du site* après cessation d'exploitation : Cet avis facultatif non encore intervenu devrait être favorable.

- Quant à la consultation et aux avis émis par :

- . l'agence régionale de santé : consultée le 12/02/2019 déclare que l'expertise hydrologique pour le captage de St-Sauveur n'est pas nécessaire et qu'elle a émis un avis favorable auprès du service instructeur.

- . le service d'incendie et de secours : a été consulté lors de l'instruction du dossier de demande, il a émis un avis favorable.

- . RTE : le courrier d'ELCIMA du 27/03/2019 est resté sans réponse à ce jour alors même que dans sa note de prescriptions du 23/10/2014 relative à la ZAC, RTE prévoyait une étude spécifique lors de voisinage de supports avec des dépôts de produits inflammables ou gazeux .

56 – Clôture des opérations :

Le contexte de l'enquête n'a bien entendu nécessité ni réunion publique ni prolongation , dès lors la clôture est intervenue normalement le 29 juillet à 17 heures .

57 – Communication des observations au pétitionnaire :

Un PV de communication a été rédigé à l'issue de l'enquête et communiqué au pétitionnaire par remise en main propre au mandataire désigné : M. GOSSART le 31/07/2019

58 – Réponse du pétitionnaire :

Par courrier simple daté du 1^{er} Août 2019 reçu le 6 Août, le pétitionnaire a déclaré n'avoir aucune observation à formuler .

Le commissaire enquêteur,



Joël GAFFET

Pièces annexes :

- [. dossier de demande d'autorisation et ses annexes) *différé avec le rapport de l'E.P. permis de construire de tout sept*
- 1 . copie de l'arrêté préfectoral du 06/07/2019
 - 2 . copie de l'arrêté préfectoral du 27/06/2019
 - 3 . registre d'enquête publique
 - 4 . copie d'extrait de l'arrêté préfectoral du 16/07/2013
portant autorisation au titre de la loi sur l'eau pour la ZAC Les Bornes du Temps
 - 5 . copie de l'avis du CM de St-Sauveur
 - 6 . copie de l'avis du CM de Vaux-en Amiénois
 - 7 . copie de l'avis du CM de St-Vast
 - 8-9 . copie de deux constats d'huissier relatifs aux affichages réglementaires des avis d'enquête
 - 10 . extrait de publication journal d'annonces légales
 - 11 . PV de communication des observations
 - 12 . Copie de la réponse au PV des observations
 - 13 . Exemplaire du B.M. n° 99 de la mairie de St-Sauveur

**COMMUNE DE SAINT-SAUVEUR
ICPE ELCIMAÏ**

6 – CONCLUSIONS ET AVIS :

61 – Conclusions :

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique sis sur le territoire de la commune de Saint-Sauveur, présenté par la SAS ELCIMAÏ Réalisations est complet et argumenté. Les bâtiments en projet sont conçus selon les règles de l'art régissant cette catégorie de structure, ils seront parfaitement équipés et offriront un très haut niveau de garanties en matière de respect de l'environnement et de sécurité des personnes .

Cet établissement de 118 275 m² de surface bâtie , qui sera implanté sur une parcelle de 29 ha 46 de la ZAC « Les bornes du Temps II » bordée par la route départementale 97 et à toute proximité de la RD 1001 Amiens-Abbeville ainsi que de l'échangeur de l'autoroute A 16, à l'écart des zones habitées, constituera une réponse aux besoins logistiques des grandes surfaces de distribution du pays du Grand Amiénois et sera générateur d'emplois .

L'enquête publique dont la publicité a été suffisante s'est déroulée dans des conditions normales et a mis en évidence une désaffection de la population pour cette consultation ; à la date de rédaction des présentes, un seul avis défavorable a été émis , il émane du conseil municipal de la commune de Vaux-en-Amiénois, le maire étant cependant favorable au projet à titre personnel (obs n° 2).

L'évaluation environnementale produite par la société pétitionnaire est complète et proportionnée aux enjeux , elle prend en compte toutes les nuisances et les dangers inhérents aux installations et à l'activité qui va s'y déployer ; elle y apporte les réponses appropriées par la mise en œuvre de la séquence « éviter, réduire, compenser » et y consacre un budget conséquent à savoir 2 250 000 € HT et 5 030 000 € HT pour la sécurité incendie.

Le soussigné a constaté que les prescriptions édictées par le Code de l'environnement étaient respectées ainsi que celles afférentes à la préservation de la qualité de l'air et aux problématiques de l'eau ; à cet égard il est signalé que l'ARS a émis un avis favorable au projet.

A l'issue de l'enquête, le soussigné estime que les inconvénients générés localement par les bâtiments et leur exploitation (qualité de l'air et circulation automobile) seront mineurs et n'auront que peu ou pas d'incidence tant sur les milieux naturels que sur la population avoisinante.

Le principal aléa d'un tel établissement est constitué par l'incendie , majoré du fait de la présence d'un stockage de produits inflammables relevant du classement « SEVESO bas » ; Il s'avère que les dispositions constructives qui seront mises en œuvre combinées aux équipements de prévention et de lutte contre l'incendie prévues dans le projet garantissent en cas de sinistre la sécurité des personnels travaillant sur le site et la sauvegarde des biens se trouvant à proximité (entreprises voisines, ligne EDF, trafic routier et autoroutier). En fonction des scénarios et modélisations figurant au dossier, tout incendie sera circonscrit à l'intérieur du site et ses effets seront inopérants à l'extérieur .

La nuisance relative dans ce projet est constituée par la pollution atmosphérique liée à l'activité : augmentation des émissions de CO₂, NO_x, Gaz à effet de serre, particules fines ... résultant de l'intensification de la circulation des véhicules routiers .

L'enjeu est d'en réduire et d'en compenser les effets néfastes sur la biosphère, dans cette optique, la pétitionnaire a prévu des aménagements d'espaces verts et la plantation de 327 arbres de haute tige sur 11 ha 80 d'espaces végétalisés ; le soussigné suggère à la SAS ELCIMAÏ d'aller au-delà en étudiant la possibilité de végétaliser le sol des aires de stationnement ainsi qu'une partie de la toiture terrasse, une autre partie pouvant être équipée de panneaux photovoltaïques.

Au plan de la sécurité routière, le soussigné suggère à la pétitionnaire d'envisager avec les autorités compétentes la pose d'une signalisation adaptée prévenant les usagers de la voie départementale des sorties de camions au niveau de l'accès à la ZAC sur la RD 97.

En dernier lieu il convient de souligner que l'établissement ne sera pas exploité directement par la société pétitionnaire, mais par un ou plusieurs locataires qui devront impérativement respecter à la lettre le cahier des charges que constitue le présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

62 – Avis :

Compte tenu de ses conclusions ci-dessus et se référant à son rapport d'enquête, constatant :

- que la demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique qui est présentée par la SAS ELCIMAÏ Réalisations au titre des installations classées pour la protection de l'environnement est complète et argumentée .
- que le projet est conçu de manière à préserver l'intégrité des biens situés dans le voisinage et à n'affecter ni la sécurité, ni la santé des personnes se trouvant aux alentours du site.
- que l'impact de l'activité n'aura pas d'effet néfaste sur les milieux naturels au sein desquels elle s'insère ,

le soussigné émet un **AVIS FAVORABLE** à la présente demande assorti de deux **recommandations** , à savoir :

- poursuivre l'étude visant à aboutir à l'installation en toiture de panneaux photovoltaïques dans la perspective d'une amélioration du bilan écologique des installations.
- prendre l'attache des services compétents (conseil départemental, DDTM) à l'effet de déterminer les mesures propres à renforcer la sécurité des usagers de la RD 97 au niveau du débouché de la voirie interne à la ZAC sur cet axe de circulation .

Fait à Talmas le 13 Août 2019

Le commissaire enquêteur,



Joël GAFFET